

Études internationales



Pierre, Andrew J. (Ed.), Press, Frank, De Benedetti, Carlo, Oshima, Keichi. *A High Technology Gap?: Europe, America and Japan*. New York (N.Y.), Council on Foreign Relations Inc., Coll. « Europe/America, no. 6 », 1987, 127 p.

Jorge Niosi

Volume 19, numéro 3, 1988

L'espace extra-atmosphérique et le Canada

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702396ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702396ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Niosi, J. (1988). Compte rendu de [Pierre, Andrew J. (Ed.), Press, Frank, De Benedetti, Carlo, Oshima, Keichi. *A High Technology Gap?: Europe, America and Japan*. New York (N.Y.), Council on Foreign Relations Inc., Coll. « Europe/America, no. 6 », 1987, 127 p.] *Études internationales*, 19(3), 573–575.
<https://doi.org/10.7202/702396ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1988

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

très faible. Si dans un avenir très proche, les autorités américaines ne prennent pas les mesures correctives qui s'imposent, la dette étrangère des États-Unis s'accroîtra et le dollar américain pourrait être soumis à une forte pression à la baisse. De là, le risque pour les Américains de perdre le privilège unique d'émettre leur dette étrangère dans leur propre devise. En outre, les auteurs pensent que les Américains, soucieux d'attirer des capitaux étrangers pour financer leur déficit, verront leur politiques monétaires et fiscales soumises à de fortes contraintes en provenance de l'étranger (en particulier, en ce qui a trait à l'établissement du niveau général des taux d'intérêt aux États-Unis). Il est intéressant de noter que les auteurs ont exprimé ces craintes quelques mois avant le krach boursier du 19 octobre 1987. L'évolution récente des prix des titres boursiers et des taux de change met en évidence le bien-fondé des propos alarmistes de messieurs Danielian et Thomsen.

La deuxième inquiétude des auteurs a trait à la volatilité très grande des mouvements de capitaux et des taux de change. De manière à réduire cette volatilité les gouvernements des pays industrialisés sont invités à mettre tout en œuvre pour éliminer les déséquilibres qui amènent de tels mouvements de capitaux. En outre, messieurs Danielian et Thomsen reprennent à leur compte une proposition maintes fois avancée : les gouvernements devraient rechercher une meilleure coordination de leurs politiques monétaire et fiscale. Les récents échecs du groupe des sept en ce domaine peuvent, à juste titre, laisser le lecteur sceptique. En outre, l'argument que les taux de change sont trop volatils repose sur une documentation empirique très discutable. Dans le cadre d'une étude fort intéressante de l'évolution récente des taux de change dans les années 70, Frenkel (*Journal of Political Economy*, 1981) a, par exemple, montré que les variations des taux de change étaient bien inférieures à celles observées dans le cas d'autres actifs financiers telles les actions.

Les deux auteurs, statistiques à l'appui, remettent aussi en question des mythes qui jouissent parfois d'une grande popularité. J'en mentionnerai deux qui me paraissent particulièrement intéressants : 1) l'investissement à

l'étranger exporte des emplois et 2) l'instauration de mesures de contrôle sur les mouvements de capitaux peut s'avérer efficace. Dans les deux cas, la critique est fort bien menée et convaincante.

En conclusion, on peut reconnaître aux deux auteurs, messieurs Danielian et Thomsen, le mérite de présenter et de discuter fort judicieusement une documentation statistique abondante. Cet ouvrage présente aussi l'avantage d'être écrit dans un style qui ne devrait pas rebuter les « non-économistes ». Il est cependant regrettable que les recommandations des auteurs manquent quelque peu d'imagination et d'audace.

Jean-Claude COSSET

Département de Finance/Assurance
Université Laval, Québec

PIERRE, Andrew J. (Ed.), PRESS, Frank, DE BENEDETTI, Carlo, OSHIMA, Keichi. *A High Technology Gap? : Europe, America and Japan*. New York (N.Y.), Council on Foreign Relations Inc., Coll. « Europe/America, no. 6 », 1987, 127 p.

Ce petit recueil s'adresse à un ensemble de problèmes centrés autour de l'écart technologique existant entre d'une part l'Europe occidentale, et de l'autre les États-Unis et le Japon. Il se demande dans quelle mesure cet écart existe, dans quels domaines il se manifeste, quelles en sont les causes, comment peut-il être réduit, et quelles en sont les implications à long terme sur les rapports économiques et politiques Nord-Nord. Les auteurs sont particulièrement bien qualifiés pour s'acquitter de leur tâche. Il s'agit de Frank Press, l'actuel président de l'Académie nationale des sciences des États-Unis, et qui fut le conseiller scientifique du Président Carter, après avoir été professeur au MIT et au California Institute of Technology; Herbert Curien est présentement professeur à la Faculté de Sciences de l'Université de Paris, après avoir été ministre de la Recherche et de la Technologie en France, de 1984 à 1986; Carlo De Benedetti est Président et directeur général de Olivetti, le

géant italien de l'informatique; Keichi Oshima est président de Technova Inc., une firme japonaise de haute technologie, après avoir été professeur à l'Université de Tokyo de 1950 à 1981; Robert D. Hormats a été ministre adjoint aux Affaires économiques et corporatives aux États-Unis, et il est actuellement l'un des vice-présidents de Goldman, Sachs & Co, la banque newyorkaise de placement; enfin Andrew J. Pierre est un ancien professeur de l'Université Columbia, et actuellement chercheur associé au Council on Foreign Relations. L'équipe qui rédige ce recueil est donc particulièrement bien équilibrée tant par sa composition régionale (Europe, Japon, États-Unis) que par ses origines dans le monde universitaire, des affaires et de la politique. Le résultat est à la hauteur des attentes. Il s'agit d'un ouvrage nuancé, très informatif, bien présenté et très à jour.

Les auteurs sont d'accord sur plusieurs points. D'abord sur le plus important: l'Europe a pris du retard sur le Japon et sur les États-Unis au niveau technologique. Les raisons en sont multiples: la division des marchés européens, avec différentes langues, des législations et des normes industrielles très diverses, des politiques de recherche et de développement (R-D) nationales qui ne sont pas coordonnées et qui produisent une duplication et un gaspillage des efforts, la promotion trop poussée des « champions nationaux » dans des domaines où seules des entreprises de taille européenne pourraient réussir, l'accent excessif mis sur la recherche fondamentale au détriment de la recherche appliquée, du développement et de l'ingénierie de production, et le manque de coordination entre la R-D universitaire et industrielle.

Des désaccords apparaissent en filigrane entre les auteurs à propos des solutions possibles et de leur degré de faisabilité. Pour Curien les solutions sont déjà à la portée de la main; en fait elles sont en train d'être appliquées grâce à l'implémentation de programmes internationaux signés par les membres de la CEE. Il s'agit des programmes ESPRIT (European Strategic Program for R & D in Information Technology) lancés en 1984; du programme RACE (R & D in Advanced Communications

Technology in Europe); de EUREKA, autre programme lancé en 1984-1985 pour stimuler la R-D civile dans les industries de haute technologie sur un large front; du programme ISDN (Integrated Service Digital Network) dans le domaine des télécommunications, ainsi que d'autres initiatives comme BRITE (Basic Research in Industrial Technologies for Europe), et Stimulation, un programme de collaboration au niveau de la recherche fondamentale.

À l'opposé de la contribution de Curien, Frank Press voit les difficultés se développer; l'Europe n'avance pas, selon lui, vers l'intégration économique et technologique au rythme que l'innovation et la course industrielle actuelle requièrent. La fragmentation des marchés est toujours présente, les indices économiques ne montrent aucun répit.

Alors que Curien voit les solutions venir de l'Europe et des accords intergouvernementaux déjà signés, De Benedetti favorise plutôt des solutions au niveau privé, venant d'alliances interfirmer réalisées par des entreprises européennes avec des sociétés japonaises ou américaines. Bien sûr, les accords multiples de coopération technologique passés entre Olivetti de l'Italie et AT & T des États-Unis sont ici présentés comme des voies d'avenir, semblables aux nombreux contrats de transfert et de collaboration technique existant entre les firmes japonaises et américaines, et qui permettent aux grandes firmes de réduire considérablement les frais de R-D dans les secteurs très prometteurs, mais très coûteux, de la technologie avancée.

Oshima ne prend pas position dans ce débat. Il se limite à constater, tableaux et graphiques à l'appui, le retard de l'Europe sur le Japon, un retard qui selon lui est dû au fait que le Japon cherchait, dans l'après-guerre, à rattraper les États-Unis. Et puisque ces derniers étaient plus avancés que l'Europe dans la plupart des domaines de la technologie avancée, le rattrapage, qui selon lui est pour l'essentiel complété, a eu pour effet que le Japon a dépassé l'Europe dans presque tous les domaines, à l'exception de ceux qui sont reliés au secteur militaire (l'aéronautique et le nucléaire).

En somme il s'agit d'un livre fort utile, qui s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux relations internationales d'un point de vue économique, ainsi qu'à ceux qui s'occupent de la technologie et de son transfert international. Il ne s'agit pas d'un manuel ou d'une synthèse de connaissances déjà existantes, mais d'une exploration originale sur l'économie politique contemporaine.

Jorge NIOSI

*Centre de recherche en développement
industriel et technologique,
Université du Québec à Montréal*

STERN, Robert M. (Ed.) *U.S. Trade Policies in a Changing World Economy*. Cambridge (MA), The MIT Press, 1987, 447 p.

Ce livre rassemble neuf contributions originales des meilleurs théoriciens en économie internationale sur les politiques commerciales des États-Unis. L'ensemble des chapitres couvre un nombre impressionnant de sujets reliés aux politiques protectionnistes puisque les aspects macroéconomiques, microéconomiques, autant qu'institutionnels et politico-économiques de la protection sont abordés.

Malgré ce large éventail de préoccupations, un dénominateur commun rassemble les différents chapitres. Tous les sujets reflètent des questions importantes dans le contexte économique actuel, et tous les articles mettent clairement en évidence les réponses que l'analyse économique peut apporter. L'objectif principal de chacun des chapitres, ainsi que les recommandations et les arguments qu'ils avancent, sont résumés séparément.

Deardorff et Stern (chapitre 2) décrivent les changements récents des flux commerciaux des États-Unis, du Japon et de la CEE. Ils montrent que la montée du protectionnisme américain provient du ralentissement de la croissance du commerce mondial et de l'appréciation du dollar. Ils discutent également les arguments théoriques, y compris les plus récents, justifiant les politiques protectionnistes.

Le chapitre 3 est consacré aux causes macroéconomiques de la protection américaine. Dornbusch et Frankel montrent que l'appréciation du dollar n'explique que partiellement la montée du protectionnisme. Ils indiquent que les barrières à l'échange sont très spécifiques aux secteurs industriels et que certaines variables structurelles (salaire, productivité) expliquent mieux l'adoption de ces mesures que les variables macroéconomiques traditionnelles. Les auteurs recommandent néanmoins l'adoption de politiques macroéconomiques pour corriger les déséquilibres des balances commerciales, préférant ces politiques aux mesures protectionnistes affectant les flux des biens ou des capitaux.

Magee et Young analysent les causes de la protection d'une manière très différente (chapitre 4). Ils considèrent que les politiques commerciales résultent d'intérêts divergents entre groupes de pression et électeurs (ou consommateurs), les partis politiques ne jouant qu'un rôle d'intermédiaires dans l'ensemble des demandes de protection. Aux États-Unis, le facteur travail étant rare, les détenteurs de ce facteur, et ceux qui défendent ses intérêts (les Démocrates), sont en faveur de mesures protectionnistes, alors que les détenteurs de capital et les Républicains préfèrent le libre-échange. Le rôle des politiques macroéconomiques dans ce contexte est également analysé. Ils montrent que les Démocrates utilisent des politiques diminuant le chômage, alors que les Républicains mettent davantage de poids sur la lutte contre l'inflation. Les arguments sont appuyés par l'analyse économétrique, mais les résultats doivent être interprétés avec prudence car le degré de liberté des équations est très bas.

Krugman analyse dans le chapitre 5 le rôle des politiques commerciales destinées à favoriser les secteurs stratégiques qu'il définit comme étant les secteurs dans lesquels la valeur ajoutée par unité de production est élevée ou qui engendrent des externalités dans l'économie. Krugman montre que, quel que soit le critère, les bénéfices des interventions gouvernementales dans ce domaine sont faibles et ne semblent pas contrebalancer les coûts économiques de ces politiques, même